

ARTICLE 2 : L'intéressé bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 09 février 2006

**Le Ministre des Maliens de l'Extérieur
et de l'Intégration Africaine,
Oumar H. DICKO**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,
Abou Bakar TRAORE**

**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE
L'ASSAINISSEMENT**

**ARRETE N°06-0085/MEA-SG DU 19 JANVIER 2006
PORTANT CREATION DE LA ZONE D'INTERET
CYNEGETIQUE DE SALAM.**

**LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE
L'ASSAINISSEMENT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°95-031 du 20 mars 1995 fixant les conditions de gestion de la faune sauvage et de son habitat ;

Vu le Décret n°96-050/P-RM du 14 février 1996 fixant les modalités de classement des Réserves de Faune, des Sanctuaires et des Zones d'Intérêt Cynégétique ;

Vu le Décret n°97-052/P-RM du 31 janvier 1997 fixant les conditions et modalités d'exercice des droits conférés par les titres de chasse ;

Vu le Décret n°99-321/P-RM du 04 octobre 1999 fixant les modalités de classement, de déclassement des Réserves de Faune, des Sanctuaires et les modalités de création des Zones d'Intérêt Cynégétique et des Ranchs de Gibier dans le Domaine Faunique de l'Etat ;

Vu le Décret n°04-141/P-RM du 02 mai 2004 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Procès-verbal de la réunion de la commission de création de la zone d'intérêt cynégétique de l'Azaouad Nord- Ouest (Commune Rurale de Salam, Cercle de Tombouctou).

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} : Il est créé sur les territoires de la Commune Rurale de Salam, dans le Cercle de Tombouctou (Région de Tombouctou) une aire dénommée « Zone d'Intérêt Cynégétique de l'Azaouad Nord – Ouest dite Salam ».

ARTICLE 2 : La Zone d'Intérêt Cynégétique de l'Azaouad Nord –Ouest dite Salam est comprise entre les 2° et 4° Ouest et les 17° et 18° Nord et couvre une superficie de 1 216 000 hectares soit 12 160 km².

ARTICLE 3 : Les limites de la Zone d'Intérêt Cynégétique de l'Azaouad Nord – Ouest dite Salam sont définies par les coordonnées géographiques suivantes :

- Au Nord par la chaîne dunaire de Tawchafat située à 52 km de Arouane (N : 18°41'41.3" W : 03°57'34.3") ;

- A l'Est par la ligne conventionnelle allant du puits de Agouni (N : 17°02'55.5"-W : 02°59'57.5") à la chaîne dunaire de Tawchafat ;

- Au Sud par la ligne conventionnelle allant du puits de Agouni (N : 17°02'55.5"-W : 02°59'57.5") à Nebkit Ould Rahel (N : 17°09'17.4" –W : 04°18'41.3") ;

- A l'Ouest par la ligne conventionnelle allant de Nebkit Ould Rahel (N : 17°09'17.4" – W : 04°18'41.3") à la chaîne dunaire de Tawchafat (N : 18°41'41.3").

ARTICLE 4 : Les droits d'usage réservés aux habitants des villages et fractions riverains de la Zone d'Intérêt Cynégétique de l'Azaouad Nord – Ouest dite Salam sont :

- le ramassage du bois mort ;
- la récolte des fruits, des plantes alimentaires et médicinales ;
- le pâturage des animaux domestiques et l'exploitation des terres salées ;
- la chasse avec des moyens de chasse autorisés à des fins non commerciales, de animaux non protégés.

ARTICLE 5 : Les activités de chasse (avec des moyens de chasse autorisés), de capture d'animaux sauvages et de tourisme de vision s'y exercent conformément aux dispositions prévues par les textes en vigueur, les plans d'aménagement et de gestion et le règlement intérieur de ladite zone.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 19 janvier 2006

**Le Ministre de l'Environnement
et de l'Assainissement,
Nancoman KEITA**

**ARRETE N°06-0111/MEA-SG DU 26 JANVIER 2006
PORTANT CREATION DU COMITE DE PILOTAGE
DU PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES
CAPACITES DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES
LOCALES E MATIERE DE GESTION DE
L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES
NATURELLES.**

**LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE
L'ASSAINISSEMENT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi n°02-048 du 28 juillet 2002 ;

Vu le Décret n°98-415/P-RM du 24 décembre 1998 fixant le Cadre Institutionnel de la Gestion des Questions Environnementales ;

Vu le Décret n°04-141/P-RM du 2 mai 2004 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'Accord de financement du Programme de renforcement des capacités de l'Etat et des collectivités locales en matière de gestion de l'environnement et des ressources naturelles entre le Programme des Nations Unies pour le Développement et le Mali, signé le 25 octobre 2005.

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} : Il est créé auprès du Ministre chargé de l'Environnement et de l'Assainissement un Comité de Pilotage du Programme de renforcement des capacités de l'Etat et des Collectivités locales en matière de gestion de l'environnement et de ressources naturelles.

ARTICLE 2 : Le Comité de Pilotage du Programme renforcement des capacités de l'Etat et des Collectivités locales en matière de gestion de l'environnement et de ressources naturelles, a pour mission d'assurer le pilotage et le suivi du Programme.

A ce titre il est chargé de :

- approuver le plan annuel d'exécution du Programme ;
- examiner et adopter le rapport annuel d'exécution ;
- rechercher des financements complémentaires auprès des autres partenaires et du budget national (BSI) ;
- valoriser les extrants du Programme dans la prise de décisions concernant une meilleure gestion et préservation de l'environnement ;
- rendre compte de l'état d'exécution du Programme au Comité interministériel ;
- donner des avis sur la conduite des activités du Programme ;
- faciliter les échanges et le développement du partenariat avec d'autres projets et programmes intervenant dans la gestion de l'environnement et des ressources naturelles.

ARTICLE 3 : Le Comité de Pilotage du Programme de renforcement des capacités de l'Etat et des collectivités locales en matière de gestion de l'environnement et de ressources naturelles se compose comme suit :

Président : Le Ministre chargé de l'Environnement et de l'Assainissement ou son représentant.

Membres :

- un représentant du Secrétariat Technique Permanent du Cadre Institutionnel de la Gestion des Questions Environnementales ;
- un représentant de la Direction Nationale de la Conservation de la Nature ;
- un représentant de la Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et Nuisances ;
- un représentant de l'Agence du Bassin du Fleuve Niger ;

- un représentant de la Cellule de Planification et de Statistique du Ministre de l'Agriculture ;
- un représentant de l'Institut d'Economie Rurale ;
- un représentant de l'Institut géographique du Mali ;
- un représentant de la Direction Nationale de la Planification et du Développement Local ;
- un représentant de la Cellule de Coordination du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté ;
- un représentant de la Direction Nationale des Collectivités Territoriales ;
- un représentant de la Direction Nationale de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- un représentant de la Direction Générale de la Protection Civile ;
- un représentant du Programme des Nations Unies pour le Développement ;
- un représentant du Programme de Petites Subventions du Fonds pur l'Environnement Mondial ;
- un représentant de la Coordination des Associations et Organisations Féminines ;
- un représentant du Conseil de Concertation et d'Appui aux Organisations Non Gouvernementales ;
- un représentant du Secrétariat de Coordination des Organisations Non Gouvernementales ;
- un représentant de l'Assemblée Permanent des Chambres d'Agriculture du Mali.

ARTICLE 4 : Le Comité de Pilotage du Programme de renforcement des capacités de l'Etat et des collectivités locales en matière de gestion de l'environnement et de ressources naturelles, peut s'il le juge nécessaire faire appel à toute personne physique ou morale en raison de ses compétences.

ARTICLE 5 : Le secrétariat du comité de pilotage est assuré par le Coordinateur National du Programme.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 26 janvier 2006

**Le Ministre de l'Environnement
et de l'Assainissement,
Nancoman KEITA**

**ARRETE N°06-0211/MEA-SG DU 08 FEVRIER 2006
PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE N°04-1516/
MEA-SG DU 2 AOUT 2004 PORTANT CREATION
D'UN COMITE NATIONAL DE PILOTAGE DU
PROGRAMME AFRICAIN RELATIF AUX STOCKS
DE PESTICIDES OBSOLETES AU MALI.**

**LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE
L'ASSAINISSEMENT,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance n°98-027/P-RM du 25 août 1998 ratifiée par la loi n°98-058/AN-RM du 17 décembre 1998 portant création de la Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances (DNACPN) ;